

DYNAMIQUE DE LA PARTICIPATION A L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE EN ROUMANIE. REALITES ET PERSPECTIVES EN CONTEXTE EUROPEEN

Andreea Mihaela NIȚĂ

Chargée de cours, Chercheur
Université de Craiova (Roumanie)
andreea_nita2005@yahoo.com

Mihaela Cristina PÂRVU

Doctorante en sociologie
Université de Craiova (Roumanie)
mihaelacristinaparvu@yahoo.ro

Abstract: *Education in the present society has become an interdisciplinary field of study. Post-revolutionary Romania reformed all the structures of the society in an interminable process of transition from communism to democracy, the political changes attracting after themselves legal, economic, social, educational changes etc. In almost 30 years of public and private higher education, we are witnessing a Gaussian distribution of the participants in the tertiary education, conditioned by a series of phenomena: demographic decrease, the accentuation of foreign migration, severe material deprivation that causes social exclusion and early school drop out, the quality decrease of the high-school education, reflected in small passing rates for the high-school graduation exam, lack of correlation between the study programmes and the dynamic requirements of the labour market etc. What are the long-term perspectives? This article aims at problematizing these aspects and analysing them through the magnifying lens of the governmental strategies and policies in Romania, with the purpose of forecasting the necessary directions for the time horizon 2020-2027, for which new targets need to be drawn up.*

Keywords: *education; educational policies; tertiary education; labour market.*

Introduction: L'approche fonctionnaliste de l'éducation

En générant la solidarité basée sur des valeurs communes, des croyances religieuses et des convictions morales partagées, l'éducation, de la perspective fonctionnaliste de Durkheim a contribué à la cohésion sociale. (Stănciulescu, 1997: 14). En adaptant sa vision à la société roumaine actuelle, suffisamment individualiste pour pouvoir être comparée avec la société française du XIXème siècle, on constate la tendance d'une homogénéisation éducationnelle, se trouvant dans une évidente baisse de qualité dans les dernières 30 années. Dans ce contexte, elle fragilise la conviction encore fonctionnaliste de Talcott Parsons, selon laquelle l'éducation détermine la valeur de la réalisation de l'individu par le progrès de celui-ci de passer des standards particularisés du groupe familial à ceux

universels du groupe social, en changeant son statut en base du principe de la méritocratie. (Giddens, 2010: 650).

Le système social dans lequel la réussite est conditionnée par les connaissances investies, les habilités valorisées et les performances gagnées, la méritocratie est devenue le concept de la désirabilité des aspirants à un enseignement supérieur du point de vue de la qualité. De l'antique philosophe Confucius, qui conditionnait la participation à l'éducation selon la classe sociale, au philosophe moderne, pour lequel la société aurait du pouvoir identifier individuellement, même tôt, grâce à l'éducation, les qualités nécessaires pour la réussite sociale, les choses ont changé fondamentalement. L'accès à l'éducation supérieure est libre et non-conditionne, l'enseignement public en Roumaine étant, encore, gratuit dans les limites d'une chiffre de scolarisation approuvée chaque année par le Gouvernement et soutenue financièrement sur le principe de la «stimulation et compétition».

Positionnée souvent sous la loupe de la dichotomie liberté individuelle contre intervention gouvernementale (étatisme), l'analyse de l'éducation se rattache au fonctionnalisme pragmatique. En l'analysant en base du critère du développement d'une société basée sur la connaissance, l'éducation tertiaire est indispensable à l'évolution. La précarité éducationnelle sape le développement, ainsi que, sans valeurs réelles, authentiques, le développement ne peut être réalisé. De la perspective temporelle, l'éducation joue un rôle essentiel dans le procès du développement humain et du progrès social.

Beaucoup de théories considèrent le capital humain comme une richesse, en le liant des investissements dans l'éducation, de la croissance de la productivité et de l'innovation, de la technologie et la connaissance. En principe, on peut grouper les déterminants du capital humain en quatre catégories: «l'éducation formelle, l'expérience professionnelle au place de travail, le contexte informel de vie et la spécificité du pays».

Le contexte de la macroanalyse de l'éducation permet la compréhension adéquate du mécanisme de fonctionnement, par la comparaison des évolutions des différentes sociétés et par des efforts additionnels pour l'ajustement des nouvelles conditions et circonstances de la scène éducationnelle (Sandu, 2016 : 11), l'intérêt des analystes se concentrant sur sa surveillance et sur l'élaboration des politiques et stratégies appropriées.

1. La stratégie Europe 2020 et les projections nationales

Même si, jusqu'à la fin des années '50, les différences entre les systèmes éducationnels des pays OCDE étaient considérables (Motoi, 2018 : 69), on assiste à la convergence des efforts pour l'établissement d'objectifs communs des politiques éducationnelles de l'Union Européenne, transposés dans la Stratégie Europe 2020, approuvée en 2010, à Bruxelles.

La stratégie Europe 2020 a tracé quelques objectifs importants, qui ont visé la consolidation de l'enseignement tertiaire, pour la décade comprise entre 2010 et 2020:

- a) « croissance de la rate d'occupation de la population âgée entre 20 et 64 années, a minimum 75% ;
- b) allocation de 3% du PIB pour recherche-développement;
- c) objectif "20/20/20": réduction avec 20% des émissions de gazes a l'effet de serre ou avec 30%, s'il y a de conditions favorables pour cela, croissance avec 20% de la proportion de l'énergie régénérable dans la consommation finale d'énergie, croissance avec 20% de l'efficacité énergétique, par comparaison avec 1990;
- d) réduction du taux de l'abandon précoce de l'école a maximum 10% et croissance du pourcentage des personnes âgées entre 30 et 34 ans, avec des études supérieures a au moins 40% en 2020;
- e) réduction au niveau de l'UE 28 du nombre des personnes se trouvant encore en risque de pauvreté ou exclusion sociale, avec 20 millions de personnes jusqu'à l'année 2020, par comparaison avec l'année 2008 » (Stratégie VET, 2016 : 6).

En outre, les projections stratégiques tracées pour être atteintes en 2020, ont établi que:

- 1) « jusqu'à 2020, en moyenne, au moins 15 % des adultes devraient participer aux programmes d'apprentissage tout au long de la vie;
- 2) jusqu'à 2020, le pourcentage des personnes âgées de 15 ans, avec des compétences réduites de lecture, mathématiques et sciences exactes, devrait être sous 15 %;
- 3) jusqu'à 2020, la proportion des personnes de 30-34 ans qui ont suivi l'enseignement tertiaire devrait être au moins 40 %;
- 4) jusqu'à 2020, la proportion de l'abandon précoce de l'école des systèmes d'éducation et formation devrait être sous 10 %;
- 5) jusqu'à 2020, au moins 95 % des enfants âgés entre 4 ans et l'âge pour l'admission obligatoire à l'école primaire devraient bénéficier d'éducation préscolaire;
- 6) jusqu'à 2020, la proportion des diplômés employés âgés entre 20 et 34 ans, qui ont fini le système d'éducation et formation professionnelle au plus tard trois années devant l'année de référence devrait être de 82 %, en comparaison avec 76,5 % en 2010 » (Stratégie VET, 2016 : 6).

L'objectif de l'Union Européenne regardant la participation à l'enseignement tertiaire a augmenté de 28% dans l'année 2005 à 40,7% en 2018. De cette perspective, on constate que plus de moitié des pays membres de l'Union Européenne ont dépassé leurs objectifs, selon qu'on a analysé par comparaison les dates des années civiles 2017-2018, centralisées par Eurostat, regardant les participants diplômés de l'enseignement tertiaire.

Tableau no. 1. Proportion des participants à l'enseignement tertiaire dans l'Union Européenne au niveau de la population âgée entre 30-34 ans

Etat UE	Valeur enregistrée 2017	Valeur enregistrée 2018	Valeur enregistrée visée (2020)	Etat UE	Valeur enregistrée 2017	Valeur enregistrée 2018	Valeur visée (2020)
Lituanie	58	57,6	48,7	Lettonie	43,8	42,7	34,0
Chypre	55,9	57,1	40,0	Slovénie	46,4	42,7	40,0
Irlande	54,5	56,3	60,0	Espagne	41,2	42,4	44,0
Luxembourg	52,7	56,2	40,0	Autriche	40,8	40,7	38,0
Suède	51,3	52,0	40,0	Slovaquie	34,3	34,7	40,0
Hollande	47,9	49,4	40,0	Allemagne	34,0	34,9	42,0
Danemark	48,8	49,1	40,0	Malte	33,5	34,2	40,0
Grande-Bretagne	48,3	48,8	-	Croatie	28,7	34,1	38,9
Belgique	45,9	47,6	47,0	Bulgarie	32,8	33,7	36,0
Estonie	48,4	47,2	40,0	Tchéquie	34,2	33,7	32,0
France	44,3	46,2	50,0	Hongrie	32,1	33,7	30,3
Pologne	45,7	45,7	45,0	Portugal	33,5	33,5	40,0
Grèce	43,7	44,3	32,0	Italie	26,9	26,8	26,0
Finlande	44,6	44,2	42,0	Roumanie	26,3	24,6	26,7

Source: élaboration propre basée sur l'Eurostat

On va présenter la situation actuelle de quelques pays dont on tient comme représentative l'évolution en ce qui concerne l'approche du système d'enseignement tertiaire, en usant les informations fournies par "Education and Training Monitor 2019" (Commission Européenne: 2019). Les 4 pays ont été choisis selon le critère de l'atteinte de l'objectif proposé par la stratégie Europe 2020, tous enregistrant une croissance des taux nationales dans les dernières années, mais seulement deux d'entre eux ayant réussi dépasser les pourcentages proposés.

Autriche

Le taux de participation à l'enseignement tertiaire est resté stable dans les dernières années, étant de 40.7% en 2018, proche de la moyenne EU. Les diplômés de l'enseignement tertiaire reçoivent une rémunération supérieure à ceux de l'enseignement secondaire (de 46% jusqu'à 74% de plus pour les détenteurs d'un diplôme de docteur).

Au présent, on prend des mesures pour renforcer le milieu d'étude, mais on peut risquer de réduire le nombre des étudiants. Un supplément de 1.3 milliards d'euros ont été approuvés comme financement pour 2019-2021 et les accords de performance avec chaque université vont permettre l'emploi de personnel supplémentaire, pour équilibrer le rapport professeur-étudiant. On va imposer des restrictions concernant l'accès pour certaines études très populaires (comme le droit, la pédagogie ou les langues étrangères) - ce qui va améliorer les conditions d'étude, mais réduire le nombre d'étudiants- et créer des places nouvelles en mathématiques, technologie de l'information, sciences naturelles etc. On va analyser et faciliter l'accès des femmes à l'enseignement supérieur.

Belgique

La Belgique a déjà atteint l'objectif qu'elle avait assumé dans la stratégie Europe 2020 pour l'année 2020 (47%), mais il y a, encore, de différences en ce qui concerne les régions et les groupes de population. Par exemple, la rate de promotion des études tertiaires pour la population âgée de 30-34 ans que n'est pas née à l'EU (35%) est encore derrière la rate enregistrée par la population y née (49.9).

Le système éducationnel supérieur de Belgique va tenir comme but des années suivantes la réalisation de l'équilibre entre l'équité et l'efficacité.

En commençant avec 2019/2020, dans la Belgique flamande on va implémenter des programmes courts qui vont permettre aux étudiants de l'éducation vocationnelle un accès plus facile à l'éducation supérieure. En outre, on va organiser dans les universités des programmes pour l'éducation des professeurs.

La Belgique française développe, couramment, une recherche au but d'identifier les priorités pour l'établissement d'un nouveau cadre d'assurance de la qualité jusqu'à la fin de 2021. On ressent le besoin d'élaborer des politiques stratégiques nationales en faveur des groupes défavorisés, tenant compte que le taux de l'abandon et de la répétition des années sont encore hauts.

Les communautés belges ont pris l'action concernant une meilleure représentation et assimilation des études STEM (science, technologie, ingénierie, mathématiques), mais aussi, une meilleure rencontre entre l'offre éducationnelle et l'offre du marché du travail - même si le taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire est, en Belgique, de 90%, en comparaison avec la moyenne européenne de 85.5%.

Allemagne

L'Allemagne reste un pays dont le taux de la participation de la population âgée 30-34 ans se trouve encore au-dessous de la moyenne européenne, même si en croissance lente, mais constante. Il se situait, en 2018, à 34.9%, avec des différences enregistrées entre les régions, en raison de la situation économique. On enregistre, aussi, une croissance de la participation des étudiants des milieux défavorisés, avec 33.8%. L'Allemagne a le plus haut pourcentage d'étudiants STEM de l'EU : 35.6% (34.8% licence et 45.7% doctorat) et les diplômés de l'enseignement tertiaire trouvent rapidement et le plus souvent une place de travail (94.3% emploi). Allemagne enregistre un haut taux de la mobilité d'études, tant interne, qu'externe.

Les politiques gouvernementales se concentrent, couramment, sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, spécialement par la croissance du nombre des professeurs et par l'allocation des fonds supplémentaires pour l'établissement des nouveaux centres de recherche et innovation dans les universités. Le soutien accordé aux étudiants des catégories défavorisés et, aussi, une priorité, la principale mesure envisagée étant celle d'augmenter le nombre et le niveau des bourses d'étude.

Bulgarie

La Bulgarie a enregistré une croissance lente du taux de participation de la population âgée 30-34 ans à l'enseignement tertiaire, avec 33.7% en 2018, mais se trouve, encore, sous l'objectif national envisagé dans la stratégie Europe 2020 (36%) et sous la moyenne européenne. Elle maintient, aussi, une différence considérable entre les groupes de genre en ce qui concerne la participation aux études universitaires, car 40.8% des femmes étudient dans le système tertiaire, en comparaison avec 27% des hommes.

L'un des problèmes constatés est la baisse du nombre des étudiants dans les dernières années, en raison de la migration éducationnelle, de la baisse démographique mais aussi des politiques dans le domaine, qui ont limité l'accès à certaines spécialisations. Généralement, le système universitaire n'est pas suffisamment rattaché à l'exigence du marché du travail, la Bulgarie ayant l'un des plus larges nombres d'étudiants en sciences sociales, droit et affaires et l'un des plus bas pour les disciplines STEM. On constate, pourtant, des améliorations au niveau du financement pour la formation professionnelle et au développement de la carrière, basée sur compétences.

La Lituanie, la Finlande, la Lettonie, la Slovaquie, l'Autriche et l'Italie ont enregistré de légères baisses de centièmes de pourcentage pour les taux nationales, mais elles ont dépassé leurs objectifs nationaux, assumés dans les Stratégies Nationales et rapportées comme prédictions vers la Stratégie Europe 2020. Le seul pays qui se trouve en réduction de pourcentage dans les dernières années civiles est la Roumanie, qui, d'ailleurs, ne peut pas atteindre son objectif proposé, de 26.7%.

2. Expansion et régression dans le système éducationnel universitaire

La Commission Européenne reconnaît que chaque état membre est responsable de l'organisation de son système éducationnel, en identifiant, pourtant, les avantages du travail commun (Staude, 2011: 13). C'est pourquoi on doit analyser la spécificité de Roumanie en partant des prévisions négatives qui montrent que, selon le Rapport de la Cour de Comptes de Roumanie de 2015, la proportion des diplômés de l'enseignement tertiaire pourrait baisser après 2020. Selon le Moniteur de l'Éducation et Formation dans la Roumanie de l'année 2018, ces estimations confirment la continuation de la tendance d'abandon précoce du système d'enseignement et reflètent le taux bas d'inscription pour les personnes âgés entre 29 et 23 ans, celles qui enregistreraient la plus haute probabilité de suivre des études universitaires.

Dans le contexte des permanentes réformes dans le domaine de l'éducation, au but de l'adaptation du système universitaire aux exigences du marché du travail (Niță, Goga, 2014: 112), on a perdu de la vue le clivage créé entre l'enseignement secondaire et le tertiaire, de la perspective de l'élément de connexion qui assurerait le conseil optimal des jeunes avec le but de continuer les études, conformément à leur vocation et préparation.

Le nombre des institutions d'enseignement tertiaire a augmenté exponentiellement dans la Roumanie des derniers 30 années. Si, en 1990, on avait seulement 186 publiques, en 2019, leur nombre est de 554, desquelles 406 publiques et 148 privées. Leur expansion a été opposable à la contractualisation des institutions d'enseignement secondaire (qui ont été abolis ou ont fusionné comme suite de la dépopulation des zones). Cependant, le nombre des étudiants a atteint un maximum historique, d'approx. 1 million d'inscrits en 2007. Les dernières années enregistrent un déclin inquiétant, le nombre des étudiants inscrits dans l'année universitaire 2019-2020 étant de 377.370 personnes, nombre retrouvé dans la statistique éducationnelle de 1997. La courbe gaussienne a atteint son maximum en 2007, étant en décroissance au présent, en se situant sur le même axe avec l'année 1997. Dans le tableau ci-dessous sont illustrés les taux de participation de la population à l'enseignement tertiaire, qui s'expliquent par se rapportant aux dates du recensement, celles qui comprennent la population stable résidente et non-résidente.

Tableau no. 2. Proportion des participants à l'enseignement tertiaire en Roumanie au niveau de la population âgée entre 30-34 ans

Valeur enregistrée (après Eurostat) – Objectif Roumanie	Taux de la population âgée entre 30-34 ans, qui a suivi l'éducation tertiaire (diplômés de l'enseignement supérieur) - 40% (Objectif UE 28)
Valeur initiale (2005)	11,4
2010	18,3
2011	20,3
2012	21,7
2013	22,9
2014	25,0
2015	25,6
2016	25,6
2017	26,3
2018	24,6
Valeur visée (2020)	26,7

Source: élaboration propre basée sur l'Eurostat

La dynamique négative des dernières années n'éloigne de l'objectif national de 26,7%, assume dans la Stratégie de l'Éducation et de la Formation Professionnelle en Roumanie pour la période 2016-2020.

Entre les causes qui expliquent la pente descendante du nombre d'étudiants inscrits aux études universitaires de licence et des diplômés on rencontre: la baisse démographique, l'abandon éducationnel, l'expansion de la migration, la manque de corrélation entre les programmes d'étude et les exigences du marché du travail etc.

La baisse démographique. L'incohérence des politiques de natalité, conjuguées avec les flux migratoires en croissance relèvent une perspective

négative sur l'enseignement tertiaire. Les prévisions de L'Institut National de Statistique pour les années 2030 et 2060 sont :

Tableau no. 3. Population résidente enregistree en 2015 et projetée en 2030 et 2060 (INSSE, p. 21)

Total pays	Population résidente enregistrée au 1er juillet 2015 (personnes)	Population résidente projetée pour les années (personnes)		Différences entre les années 2060 et 2015	
		2030	2060	Personnes	%
Variante constante	19819,7	17326,2	11032,5	-8787,2	-44,3
Variante pessimiste	19819,7	17733,3	12539,9	-7279,8	-36,7
Variante moyenne	19819,7	17892,5	13784,4	-6035,3	-30,5
Variante intermédiaire	198196977	18117713	15390623	-4429073	-22,3
Variante optimiste	19819,7	18180,8	16259,5	-3560,2	-18,0

Source: http://www.insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/proiectarea_populatiei_romaniei_in_profil_teritorial_la_orizontul_2060.pdf

Après la révolution de 1989, le Décret 770/1966 concernant l'interdiction des avortements en Roumanie a été abrogé. La liberté gagnée a permis l'accès aux ressources informationnelles, qui ont encouragé la continuation du mouvement d'émancipation de la femme (le nombre des personnes qui ont opté pour l'éducation sexuelle et des places de travail rémunérées correctement a augmenté) et la révolution sexuelle (qui a déterminé l'appropriation du planning familial). La globalisation a contribué fondamentalement au changement du paradigme et le transfert de l'attention de la famille vers la carrière, l'explication sociologique se basant sur la corrélation directe entre l'éducation et la carrière, qui explique le décalage de l'âge de maternité ou son annulation en faveur de l'individualisme hédonique. Les gouvernements d'après la révolution n'ont pas tourné leur attention vers ces effets et n'ont pas pressenti le danger du déclin démographique, surtout superposé sur le contexte des flux migratoires en croissance permanente.

Le procès de migration

En 1962, Sjaastad lance la théorie du capital humaine, dont la thèse principale est celle que le social et les caractéristiques démographiques de l'individu sont facteurs déterminants du procès de migration. (Porumbescu, 2018: 13). Le principe de base de la Carte des droits fondamentales de l'Union Européenne et de ses Traités, "La libre circulation des personnes", a été décodé du point de vue sémiotique et assimilé rapidement comme expression de référence sur le marché européen du travail, en échangeant la personne avec le travailleur. La migration roumaine est devenue un phénomène continu, apparemment ascendant linéairement, qui a contribué de manière décisive à la baisse démographique,

tenant compte du fait que les migrants se trouvent parmi les populations jeunes, actives sur le marché du travail. Les décalages évidents entre les pays demi-périphériques et les centrales ont contribué décisivement à l'exode des cerveaux, beaucoup de diplômés de l'enseignement tertiaire optant pour la migration l'âge optimal pour la fondation d'une famille. Les théories du choix rationnel et de l'imitation sociale expliquent, ainsi, la migration définitive, la dépopulation et le nombre décroissant des participants aux études supérieures (influence par le modèle familial, le prestige et le statut y associés, aujourd'hui, au pouvoir financier et pas au niveau des études, le caractère anachronique des valeurs).

L'abandon scolaire

Une autre cause de la baisse du nombre des participants à l'enseignement tertiaire et du nombre de diplômés d'éducation supérieure âgés 30-34 ans est l'abandon scolaire au niveau primaire ou secondaire, double par l'échec de la promotion des cycles d'études et l'impossibilité de continuer l'école (exprimée dans l'indicateur du taux croissant de ceux qui quittent prématurément l'enseignement universitaire). Les sous-causes évidentes de l'abandon scolaire sont la privation matérielle sévère, l'accentuation des différences rural-urbain et des modèles traditionnelles autarchiques existantes, encore, dans le milieu rural (selon lesquels un jeune peut générer des revenus plus tôt en quittant l'école et en contribuant à l'agriculture de subsistance), les entourages inappropriés du milieu urbain, la manque de la sanction pécuniaire pour les familles dont les mineurs ne suivent pas les 10 de l'enseignement gratuit obligatoire etc.

On peut remarquer ici un cercle vicieux: la pauvreté en croissance a un impact fort sur l'éducation; les manques de la perspective d'emploi après le parchemin des étapes éducationnelles influencent la décision des parents de maintenir leurs enfants aux études et des jeunes regardant la continuation de l'école avec un niveau universitaire. (Motoi, Popescu, 2017: 119)

Conclusions

Ni dans la période de la préadhésion, ni après l'adhésion n'ont pu être attribués à notre pays un progrès significatif, les réformes économiques et les efforts gouvernementaux restant sans succès, la Roumanie évoluant de manière isolée en comparaison avec les autres pays membres de l'Union Européenne, malgré sa modernisation et l'amélioration de la qualité de l'enseignement, malgré l'élaboration et l'actualisation des programmes d'étude spécifiques et interdisciplinaires, malgré l'implémentation des systèmes de technologie informationnelle et de management de la qualité et même si on a réussi la transférabilité interinstitutionnelle des programmes par le transfert des crédits et on a promu la recherche scientifique dans les universités, même si on a créé les mécanismes et les procédures d'évaluation et d'accréditation académique des institutions et on a fondé des centres d'excellence et de transfert de technologie et innovations etc.

La compatibilité entre l'offre éducationnelle et le marché du travail trace l'essence de l'équilibre présent-futur, en prenant conscience du fait que l'éducation est devenue, depuis longtemps, un important vecteur de la performance économique du capital humain. (Sandu, 2016 : 7).

Certainement, une population éduquée et qualitative déterminent la compétitivité de l'économie. La satisfaction de la demande sur le marché de travail dépend directement de l'institution qui a la responsabilité pour la quantité et la qualité des diplômés nécessaires aux employeurs et à l'état. La liaison logique entre l'enseignement tertiaire et le niveau de bien-être nous permet de comprendre que l'éducation supérieure a une influence plus grande sur la croissance économique dans les pays développés, avec des institutions performantes, des lois et des gouvernements stables.

Si, dans l'année 2017, les principales préoccupations des politiques éducationnelles qui envisageaient l'enseignement tertiaire étaient liées à la relevance des compétences et l'amélioration des habilités digitales pour le marché du travail et, aussi, à la surveillance de l'insertion des diplômés, en 2018 elles sont complétées avec celles liées à la révision de l'offre éducationnelle, l'assurance de l'éthique pour l'intégrité professionnelle, la corrélation de la requête avec l'offre du marché du travail, l'entrepreneuriat des étudiants et doctorants et l'encouragement de l'innovation. Les mécanismes et les procédures d'activation et la l'évaluation de celles-ci sont traces par un cadre général et particularises au niveau institutionnel, en base de l'autonomie universitaire.

Propositions:

- enseignement centre sur l'étudiant (identification des aptitudes pour la confirmation ou l'infirmité du choix, des plans personnalisés d'acquisition des connaissances en concordance avec le potentiel propre, du tutorat pour l'orientation et l'encouragement au but de l'étude, mais aussi de l'inscription dans des programmes d'internship, pour mieux comprendre l'applicabilité pratique des programmes étudiés);
- un accent plus grand accordé aux programmes éducationnels pour le faire-valoir du caractère applicatif des notions théorétiques et de l'apprentissage expérimental
- des programmes pour la simulation de l'emploi, pour l'identification du potentiel dans le domaine et la validation des attentes;
- l'élaboration des instruments pour la surveillance de l'efficacité et l'impact des projets ROSE, dont le but a été la diminution du taux d'échec à l'examen de baccalauréat et la croissance du pourcentage de rétention des étudiants de la première année d'étude;
- l'accélération du rythme d'élaboration de l'application/ de l'instrument de surveillance de l'insertion des diplômés sur le marché du travail (proposée pour être réalisée des plusieurs années, par l'intermède du Fond Social Européen).

Références:

1. Giddens, A. 2010. *Sociologie, Vème édition*, Bucarest: ALL.
2. Hatos, Adrian 2006. *Sociologia educației*. Iași: Polirom.
3. Motoi, Gabriela. 2018. «Using Performance Indicators to Design the Outlook on Quality and Efficiency of Education Systems. A Comparative Analysis (Romania-France) of Students' Results at International Assessmentsen» dans la *Revue des Sciences Politiques*, 60: 68-75.
4. Motoi, Gabriela, Popescu, Alexandrina Mihaela. 2017. «A Comparative Analysis of the Educational and Health Indicators in Rural Marginalized Areas from Dolj County» dans la *Revue des Sciences Politiques*, 55: 111-121.
5. Niță, Andreea Mihaela, Goga Cristina. 2014. «Perception of employers from the South West Oltenia Region on the competences acquired by students of social and humanistic specializations», dans la *Revue Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 142: 111-117.
6. Porumbescu, Alexandra. 2018. «Critical perspective on the neoclassical economics and labor migration theory» dans la *Revue Universitaire de Sociologie*, 2 : 8-17.
7. Sandu (Neațu), D M. 2016. *Educația, vector al dezvoltării socio-economice*. Suceava: USV
8. Staude, Edmund. 2011. *National Education Systems in the European Union*, St. Louis Missouri: Washington University
9. Stănculescu, E. 1997. *Sociologia educației familiale, vol. I (Strategii educative ale familiilor contemporane)*. Iași: Polirom;

Rapports/Etudes

10. *** *Analiza fundamentării și evoluției situației obiectivului privind creșterea procentului absolvenților de învățământ superior, în conformitate cu prevederile Strategiei Europa 2020 (2015)*
11. *** *Monitorul Educației și formării în România anul 2018*
12. *** *Proiectarea populației României în profil teritorial la orizontul 2060*
13. *** *Strategia Educației și Formării Profesionale din România pentru perioada 2016-2020*

Sources électroniques

14. <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tesem030/default/table?lang=en>
15. <https://ec.europa.eu/education/sites/education/files/document-library-docs/volume-2-2019-education-and-training-monitor-country-analysis.pdf>
16. http://www.insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/proiectarea_populatiei_romaniei_in_profil_teritorial_la_orizontul_2060.pdf

17. https://www.edu.ro/sites/default/files/Raport%20privind%20starea%20%C3%A2ntului%20superior%20din%20Rom%C3%A2nia_%202017%20-2018.pdf
18. https://www.edu.ro/sites/default/files/fisiere%20articole/Strategie_inv_tertiar_2015_2020.pdf
19. GRAFIC Doar 377 de mii de studenți români încep azi facultatea. Este cel mai mic număr din ultimii 20 de ani - Edupedu